

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAUVETERRE-DE-GUYENNE
PROCES VERBAL DU 16 OCTOBRE 2017**

L'an **deux mille dix-sept**, le **seize octobre** à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE s'est réuni, en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances sous la présidence de **Monsieur Yves d'Amécourt**, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 octobre 2017.

Présents : M. Yves d'AMECOURT, Mme Marie-José LAWOTHER, M. Pierre TOMADA, Mme Sandrine COMBEFREYROUX, M. Laurent SAUTS, M. Luc HERAULT, M. Benoît PUAUD, M. Eric SALLABERREMBORDE, M. Tristan de la RIVIERE, M. Christian BONNEAU, Mme Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER, M. Christophe MIQUEU, Mme Gislaine CUROY, M. Serge MAURIN.

Absents ou excusés : Mme Annie ORDRONEAU (pv. à M-J. LAWOTHER), Mme Stéphanie DUBERGA (pv à Y. d'AMÉCOURT), Mme Karine LUMEAU, Mme Fabienne MARQUILLE-MIRAMBET (pv. Ch MIQUEU).

Monsieur Christian BONNEAU est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Maire demande si les membres du Conseil Municipal ont bien reçu le Procès-Verbal (PV) de la séance du 11 septembre 2017 et si des observations sont à formuler.

Aucune remarque n'étant faite, le PV de la séance du 11 septembre 2017 est adopté à dix-huit voix pour.

Monsieur le Maire annonce l'ordre du jour et propose au Conseil Municipal, qui l'accepte, l'ajout de points à l'ordre du jour :

1 – Aménagement des stades municipaux

- Avenant lot 8 (PUEL) : Phase A « Jacques BARRIERE »

2 – Aménagement d'un pôle culturel touristique et associatif (PCTA)

- Avenants aux marchés de travaux : Lot 7 (GETTONI) : Phases C « Restos du cœur », E « Local associatif »

3 – Budgets 2017

- Décision modificative (DM4) :
 - Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP 2017 = 4 324 €)
 - Fonds de péréquation départemental « taxe additionnelle aux droits d'enregistrement exigibles sur les droits de mutations à titre onéreux » (DMTO 2017 = 52 981 €)
 - Avenants aux marchés de travaux (Stades et PCTA)

4 – Questions diverses

- Dégrèvement d'office (TFPNB) prononcé au profit des viticulteurs suite au gel d'avril 2017
- Présentation du Livre de l'ASPECTS sur « Sauveterre-de-Guyenne » (2 tomes)

1 - AMENAGEMENT DES STADES MUNICIPAUX (J. BARRIERE ET BAZZANI)

- Avenants aux marchés de travaux – **délibération 2017-10-01**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des modifications apportées lors des travaux d'aménagement des stades municipaux et propose de valider les quatre avenants suivants :

PHASE A : Stade Jacques BARRIERE :

<u>LOT 2 - MACONNERIE - GROS OEUVRES - (JML)</u>			
Marché initial :	237 269.25 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017):	8 992.50 €	HT	
Marché Actualisé (Phase A) :	246 261.75 €	HT	
<u>LOT 7 - PLATRERIE SANITAIRE - PLAFONDS SUSPENDUS - (BAT IMM.)</u>			
Marché initial :	21 968.82 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017):	2 781.65 €	HT	
Marché Actualisé (Phase A) :	24 750.47 €	HT	
<u>LOT 8 - PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE VENTILLATION - (PUEL)</u>			
Marché initial :	63 055.19 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017):	-1 306.62 €	HT	
Marché Actualisé (Phase A) :	61 748.57 €	HT	

PHASE B : Stade BAZZANI :

<u>LOT 5 - MENUISERIE EXT. - ALUMINIUM - SERRURERIE - (SOPEIM)</u>			
Marché initial :	68 684.40 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017):	-141.20 €	HT	
Marché Actualisé (Phase B) :	68 543.20 €	HT	

Monsieur le Maire explique les travaux relatifs à ces avenants : réalisation d'une terrasse extérieure au stade Jacques BARRIERE, apport de terre végétale au niveau de l'ancien club house désormais démoli, suppression des cylindres des portes, plafond acoustique dans le club house...

Madame Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER demande, au vu de tous les avenants, quel est le taux d'augmentation du montant global des marchés de travaux ?

Monsieur le Maire informe que tous les avenants passés depuis le début des travaux des stades municipaux s'élèvent à + 19 673.03 € HT soit une augmentation de 2.81% du montant des marchés de travaux.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-huit voix pour, donne son accord et autorise Monsieur le Maire à signer les quatre avenants.

2 – AMENAGEMENT D'UN PÔLE CULTUREL TOURISTIQUE ET ASSOCIATIF (PCTA)

- Avenants aux marchés de travaux – ***délibération 2017-10-02***

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des modifications apportées lors des travaux d'aménagement du Pôle Culturel, Touristique et Associatif (PCTA) et propose de valider les 6 avenants suivants :

LOT 7 - PLATRERIE ISOLATION - PLAFONDS SUSPENDUS - (GETTONI)			
Marché initial :	52 091.00 €	HT	
Avenants n° 1 (CM 15.05.2017) - Phases A, C, E	8 308.00 €	HT	
Avenant n° 2 (CM 16.10.2017) - Phase C	2 035.50 €	HT	
Avenant n° 2 (CM 16.10.2017) - Phase E	-2 035.50 €	HT	
Marché Actualisé :	60 399.00 €	HT	
LOT 8 - PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION - (LPM)			
Marché initial :	84 773.12 €	HT	
Avenants n° 1 (CM 15.05.2017) - Phases A, C	2 555.06 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017) - Phase D	208.98 €	HT	
Marché Actualisé :	87 537.16 €	HT	
LOT 9 - ELECTRICITE - COURANT FORTS - COURANTS FAIBLES - (ADEN ENERGIE)			
Marché initial :	81 542.11 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 15.05.2017) - Phase A	16 580.86 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017) - Phase C	9 752.79 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017) - Phase D	-754.62 €	HT	
Avenant n° 1 (CM 16.10.2017) - Phase E	7 086.82 €	HT	
Marché Actualisé :	114 207.96 €	HT	

Monsieur le Maire informe que tous les avenants passés depuis le début des travaux du PCTA s'élèvent à + 93 584.20 € HT soit une augmentation de 11.95 % du montant des marchés de travaux. Cette augmentation s'explique principalement par des modifications et des travaux supplémentaires au sein de la Médiathèque, des Restaurants du cœur, des sanitaires publics ou du local associatif désormais attribué à l'Atelier Créatif.

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à quatorze voix pour et quatre abstentions (C. BONNEAU, P. SCHNEEBERGER-REIGNIER, C. MIQUEU, F. MARQUILLE-MIRAMBET), donne son accord et autorise Monsieur le Maire à signer les six avenants.

Madame Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER et Monsieur Laurent SAUTS s'interrogent sur le montant de l'avenant pour le lot électricité.

Monsieur le Maire précise que les avenants du lot électricité concernent des travaux importants dans différents locaux :

- les bénévoles de l'association les Restaurants du Cœur ont sollicité de nombreuses prises supplémentaires (réfrigérateurs, congélateurs...)
- aménagements du bureau des Restaurants du cœur dans les loges de la salle des fêtes et connexion informatique entre les différents espaces
- aménagement des nouveaux sanitaires publics
- aménagement du local de l'Atelier Créatif

Monsieur Christophe MIQUEU souhaite rappeler que les montants des avenants, souvent validés sans difficulté par le Conseil Municipal, représentent des sommes bien plus importantes que la tarification du transport scolaire communal (environ 2 500 €/an) décidé par la majorité au cours de ce mandat. Son groupe continu à regretter la suppression de la gratuité du bus voulue par la majorité alors que cette prestation sociale existait depuis 50 ans à Sauveterre. Au vu du montant des avenants validés, il estime que la commune pourrait prendre en charge le bus communal sans facturation auprès des familles.

Madame Sandrine COMBEFREYROUX signale que ce sont les frais relatif à l'accueil périscolaires (APS) et non le bus, qui ont été inclus dans le forfait « APS - transport scolaire communal » de 45 €/an/enfant afin d'éviter une iniquité entre les enfants fréquentant l'APS avec ou sans transport scolaire.

Monsieur le Maire ajoute que le bus et l'accueil périscolaire font partie du budget de fonctionnement et que les avenants aux marchés de travaux sont de l'investissement. Les comparaisons sont donc difficiles car ce ne sont pas les mêmes dépenses et les mêmes financements (subventions, équilibres des opérations...) entre les sections fonctionnement et investissement.

Monsieur Christophe Miqueu en convient bien sûr, mais juge pertinente la comparaison quand il s'agit simplement de rappeler que la commune a les reins suffisamment solides pour continuer à assurer un service public gratuit du transport scolaire.

Monsieur le Maire précise que près de 12% d'avenants, ce n'est pas particulièrement excessif pour un tel chantier, d'autant plus que certains locaux n'avaient pas encore leur destination finale.

Monsieur Christophe MIQUEU demande s'il n'était pas préférable de faire un nouvel appel d'offres ?

Monsieur le Maire explique qu'il est compliqué de faire intervenir d'autre entreprises sur un même chantier (problème de coordinations, délais d'intervention...). De plus, les devis des avenants correspondent aux prix des marchés de travaux initiaux (mètres linéaires, quantité, mains d'œuvre...) où les entreprises retenues ont été jugées mieux-disantes. Les prix unitaires pratiqués dans les avenants sont donc bien issus de l'appel d'offre initial.

- Dénomination et identité visuelle de la Médiathèque

Madame Marie-José LAWThER présente de projet de dénomination et d'identité visuelle de la Médiathèque municipale.

Les agents de la médiathèque (Christiane CHARRIER, Ludivine GARUZ, Florence VALADE) ont impulsé, initié et géré en quasi autonomie le projet relatif à la dénomination et à l'identité visuelle de la future médiathèque (note d'orientations, cahier des charges, brief graphiste).

L'équipe a souhaité que la journée d'ouverture, dimanche 15 octobre 2017, soit l'occasion de présenter à un panel de personnes (adhérents, visiteurs, agents, élus...) le résultat de leurs réflexions.

Une enquête a été réalisée ce 15/10/2017 :

46 personnes interrogées, dont 25 adhérents, et 21 visiteurs, élus, agents, représentants des autres bibliothèques (7 personnes de + de 60 ans, 11 personnes de + de 50 ans, 10 personnes de + de 40 ans, 2 personnes de + de 30 ans, 7 personnes de < à 20 ans, 11 personnes sans indication de l'âge).

Le concept : en cohérence avec le projet scientifique et culturel de la médiathèque, l'équipe a souhaité donner du sens à ce bâtiment en s'appuyant sur l'histoire du lieu (ancien lieu de stockage du magasin de graineterie PONTUS puis CHAUVET). La graine sera en permanence le fil de curiosité sur les différentes activités proposées (graine de bib, graine de livre, graine de talent, graine de notes, graine de pixels).

Le nom principal proposé pour le lieu est « La Graineterie », complété par sa désignation « Médiathèque ».

« La médiathèque » propose des services, « La Graineterie » devient un lieu de rencontre et d'échanges. Nous rappelons que l'entrée est gratuite et ouverte à tous. Seul l'emprunt de ressources documentaires (livres, cd, dvd, jeu) requiert une cotisation annuelle de 8 euros par famille.

Un logo, signature visuelle du lieu, sera utilisé sur l'ensemble de la communication (documents, affiches, Facebook, page internet, PPT, etc.) :



Résultat : sur une échelle de 0 à 10, le taux d'acceptation du concept est de 8.75.

Actions : sur la base des commentaires, plusieurs ajustements seront faits (dynamiser la couleur, renforcer le duo Nom & désignation).

Monsieur le Maire précise que les anciens bâtiments ne doivent pas rester « vides », il faut savoir allier l'ancien et savoir intégrer les nouvelles activités modernes dans ces bâtiments. Il est important de conserver l'histoire des bâtiments (évolution des activités, des propriétaires..) pour les futures générations.

Monsieur Christophe MIQUEU félicite l'ensemble des acteurs qui ont porté ce beau projet et cette belle réalisation en précisant que son groupe n'aurait probablement pas fait autrement.

Madame Sandrine COMBEFREYROUX précise que l'ouverture de médiathèque le 15/10/2017 conjuguée avec le Salon du livre à la salle des fêtes a attiré une importante population (300 personnes !) et de nombreuses nouvelles adhésions à la médiathèque (+100 personnes). Les conférences ont elles aussi eues du succès. Les locaux seront inaugurés le 04/11/2017.

3 – BUDGET 2017

- Décision modificative n° 4 – **délibération 2017-10-03**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité d'établir une modification budgétaire (DM4) afin d'intégrer divers éléments (recettes/dépenses) dans le budget 2017 :

- Subvention (CD33) : recrutement Médiathèque (année 1 / 2017 : 14 595 €)
- Subvention (Etat DRAC) : mission MOE patrimoine communal (6 300 €)
- Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP 2017 = 4 324 €)
- Fonds de péréquation départemental « taxe additionnelle aux droits d'enregistrement exigibles sur les droits de mutations à titre onéreux » (DMTO 2017 = 52 981 €)
- Avenants aux marchés de travaux (Stades et PCTA)

Section FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
		R 74832 : FDPTP 2017 (Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle)	4 324.00 €
		R 7482 : DMTO (Fonds de péré. Dép. « taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les droits de mutations à titre onéreux »)	2 981.00 €
D 023 : Virement section investissement	21 900.00 €	R 7472 : Subvention (année 1) CD 33 : Emploi Médiathèque	14 595.00 €
Total	21 900.00 €	Total	21 900.00 €
Section INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
D 2313 op 116 : Stades avenants marchés travaux (CM 16/10/2017)	15 036.73 €	R 021 : excédent section fonctionnement	21 900.00 €
D 2313 op 121 : PCTA avenants marchés travaux (CM 16/10/2017)	19 552.76 €	1311 op. 113 : Subvention DRAC : MOE Restauration patrimoine	6 300.00 €
		R 1641 : emprunt d'équilibre (et/ou autres subv)	6 389.49 €
Total	34 589.49 €	Total	34 589.49 €

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-huit voix pour, donne son accord et valide la décision modificative budgétaire (DM4).

- Subventions non accordées

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des différents courriers des subventions non accordées, notamment :

Le Conseil Départemental de la Gironde qui ne souhaite pas participer au titre de la création d'un circuit d'interprétation touristique autour du patrimoine de la Bastide.

L'Etat n'a pas retenu au titre du FIPD (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) les travaux de sécurisation des écoles communales.

Le projet de construction d'un restaurant à l'école élémentaire n'a pas été retenu au titre de la DETR 2017 (fonds rappelés par le gouvernement cet été 2017), cependant le dossier reste éligible et prioritaire au titre de la DETR 2018.

- Participation des communes aux frais de fonctionnement des écoles - **délibération 2017-10-04**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le décompte de frais de fonctionnement des écoles (comptabilité analytique) établi au titre de l'année scolaire 2016/2017.

Le montant des dépenses s'élève à 267 503.29 € TTC (- 22 233.31 € de financement des TAP : Etat + CAF ou MSA) pour 267 élèves portant le montant de la participation des communes à la somme de 918.61 € par élève.

Après échange de vues, le Conseil Municipal par dix-huit voix pour :

- Fixe le montant de la participation des communes aux frais de fonctionnement des écoles pour l'année 2016/2017 à la somme 918,61 € par élève scolarisé dans les écoles communales.
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter ces sommes auprès des communes et RPI concernés.

Monsieur Eric SALLABERREMBORDE demande si les enfants dont les factures de restauration scolaire ne sont pas soldées en 2016, sont acceptés pour 2017 ?

Monsieur le Maire répond qu'il est nécessaire de connaître la raison de non-paiement et de voir si des démarches ont été entreprises par les familles avec la Trésorerie (étalement de dette...). Dans certains cas un lien est fait avec les assistantes sociales.

L'ensemble de ces questions sont traités au cas par cas par les services mais, à ce jour, aucun élève n'a été exclu du jour au lendemain de la restauration scolaire pour des raisons financières.

- Assainissement collectif « Roussillon » acquisition parcelle – **délibération 2017-10-05**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les travaux de création d'un système d'assainissement collectif au lieu-dit Roussillon (réseau et micro-station). Ce projet nécessite l'acquisition de la parcelle ZN n° 64 (6 350 m²) appartenant à Monsieur Claude ROBERT pour l'installation de la station d'épuration.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'acquérir la parcelle ZN n° 64 appartenant à Monsieur Claude ROBERT pour un montant global de 3 720 € prenant en compte :

- l'estimation du terrain effectuée par France Domaine (2 220 €)
- le montant de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) en place sur notre commune (1 500 €) pour le futur raccordement de l'habitation de M. ROBERT

Après échange de vues, le Conseil Municipal à dix-huit voix pour, autorise Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition de la parcelle ZN 64 de Monsieur Claude ROBERT au prix de 2 220 € + 1 500 €. Les frais d'actes (notaire, publicité) seront à la charge de la commune.

4 – RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE

- Dispositif de Convention d'Aménagement d'Ecole (CAE) avec le Département – **délibération 2017-10-06**

Monsieur le Maire rappelle le projet de restructuration et d'extension de l'école élémentaire. Suite à des échanges (réunions, courriers...) et à l'instruction du dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental de la Gironde celui-ci relève du dispositif de Convention d'Aménagement d'Ecole (CAE).

De ce fait, Monsieur le Maire présente un projet de CAE qui mentionne les travaux (unités pédagogiques...) et acquisitions subventionnables et les subventions prévisionnelles du Conseil Départemental (279 577 €).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la validation du projet de CAE :

TABLEAU DE PROGRAMMATION
CONVENTION D'AMENAGEMENT D'ECOLE DU GROUPE SCOLAIRE DE SAUVETERRE DE GUYENNE

NATURE DES TRAVAUX	NOMBRE UNITE PEDAGOGIQUE	NATURE DE L'AIDE	COUTS PREVISIONNELS DES TRAVAUX HT	MONTANTS ELIGIBLES	TAUX	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES AVEC LE COEFFICIENT DEPARTEMENTAL DE SOLIDARITE 2017 (0,83)
Création ou restructuration de 10 unités pédagogiques (5 salles de classe, 1 salle d'activités, 1 salle bibliothèque, 1 salle d'arts plastiques, une cour de récréation, un préau)	10	Travaux - plafond 50 000 € H.T par unité pédagogique	825 440 €	500 000 €	50%	250 000 €	207 500 €
Mobilier Ecole pour 10 unités pédagogiques (Tables - Chaises - Bureau - Bancs - Jeux - Meubles de rangement ..)	10	Plafond 2 300 € HT par unité pédagogique	53 000 €	23 000 €	50%	11 500 €	9 545 €
Construction d'un restaurant scolaire	1	Plafond 180 000 € de travaux HT	198 000 €	180 000 €	30%	54 000 €	44 820 €
Equipement du restaurant scolaire	1	Plafond 36 600 € d'acquisition HT	100 000 €	36 600 €	50%	18 300 €	15 189 €
Informatisation de l'école	1	Plafond 7 600 € HT pour l'école	15 000 €	7 600 €	40%	3 040 €	2 523 €
TOTAL			1 191 440 €	747 200 €		336 840 €	279 577 €

Après échange de vues, le Conseil Municipal, à dix-huit voix pour :

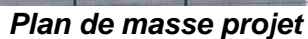
- valide le projet de Convention d'Aménagement d'Ecole avec le Conseil Départemental de la Gironde
- autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dispositif de CAE.

Monsieur Christophe MIQUEU demande où en est le projet, après la présentation en début d'année 2017 de 3 propositions architecturales ?

Madame Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER demande pourquoi l'enveloppe financière relative au projet est passée de 1 200 000 € et 1 800 000 € HT ?

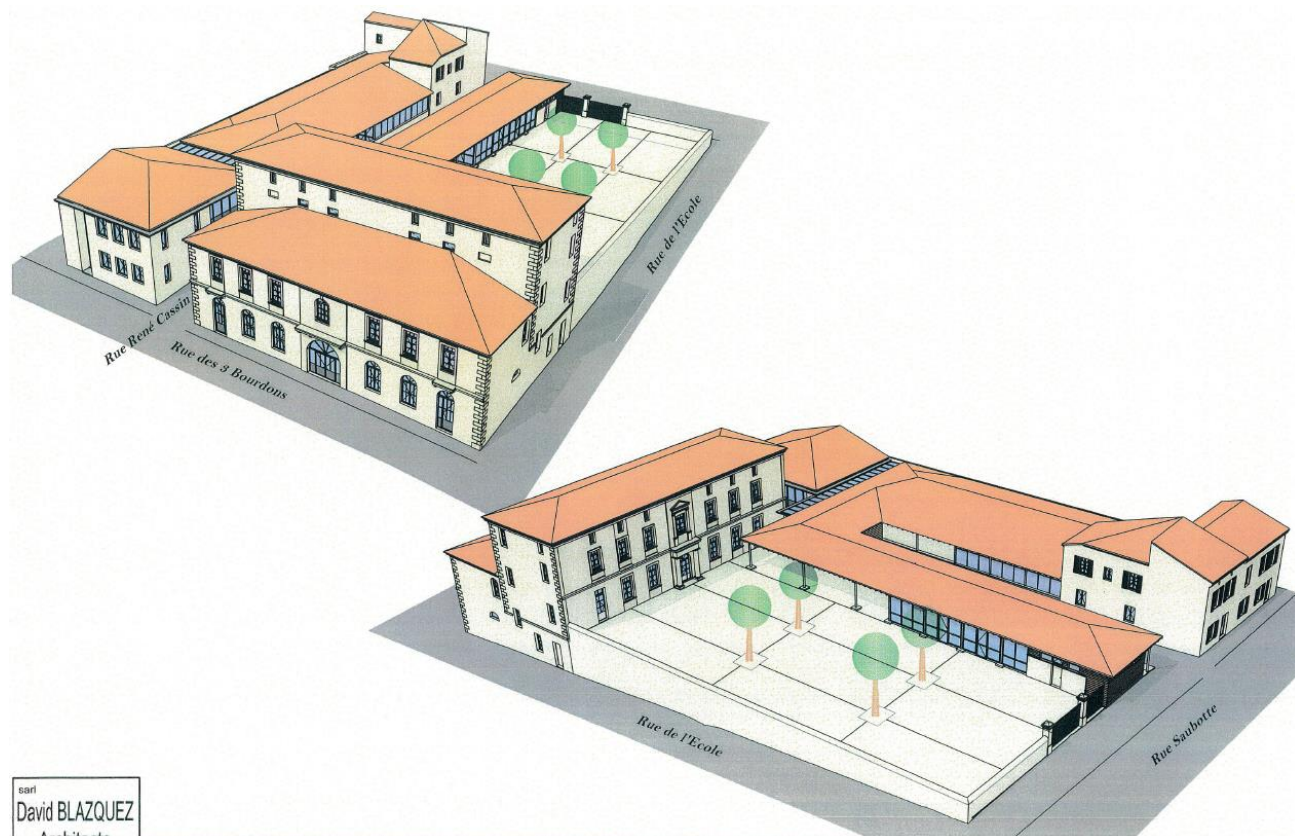
Monsieur le Maire indique que l'option « B » a été validée lors des différentes réunions (commission TECT, Conseil d'Ecole, Architecte des Bâtiments de France, SDIS, SIPHEM...).

Le projet « B » actualisé (ci-dessous) est projeté en séance et commenté par Monsieur le Maire :





Façades projet



cart
David BLAZQUEZ
Architecte

Axonométries projet



Vues et perspectives projet

Le projet « B » présenté lors du Conseil Municipal de janvier 2017 n'a pas connu de grandes modifications. Les modifications principales concernent la création d'un T4 (R+1 des nouvelles cuisines) et la rénovation des R-1 (cantine actuelle) et R+1 (classe) du bâtiment principal qui étaient des tranches conditionnelles dans le marché de maîtrise d'œuvre. La réalisation de ces tranches conditionnelles explique le montant prévisionnel des travaux à 1 800 000 € HT.

Le montant de 1 200 000 € HT était l'estimation du projet avant toute esquisse et ne tenait pas compte d'une rénovation du bâtiment actuel demandée par le conseil municipal lors de la présentation de janvier 2017 et de la création d'un logement en R+1, rue Saubotte.

Monsieur le Maire rappelle que lors de la présentation de l'Avant-Projet-Définitif (APD) l'option « B » avait déjà été privilégiée.

Monsieur Serge MAURIN demande si le logement sera pour les instituteurs.

Monsieur le Maire indique que ce logement sera un logement du patrimoine privé de la commune sans locataire spécifique. Le type de logement (social : PLAI, PLUS ; classique...) est en cours d'étude avec le SIPHEM et les financeurs pour étudier l'équilibre financier de l'opération (subventions...).

Monsieur Christophe MIQUEU indique que le groupe « Sauveterre pour tous » est globalement favorable à cette opération pour permettre d'améliorer les conditions de travail des enfants, des enseignants et du personnel mais il rappelle les 3 orientations spécifiques qui posent problèmes ou ne semblent pas pertinentes à son groupe :

- opposition à la création du parking urbain sous les locaux de l'école
- interrogation sur la pertinence de créer un logement au 1^{er} étage des bâtiments situés rue Saubotte
- interrogation sur la pertinence de créer une nouvelle cuisine centrale (en plus de celle de la RPA)

Madame Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER demande quelle sera la vocation de ce parking ?

Monsieur le Maire précise que sa destination n'est pas encore définie (location aux commerçants ou aux habitants, personnel de l'école, personnel municipal...). L'objectif est d'augmenter les places de stationnement disponibles en centre bourg pour les commerces, les services et les habitants. La création de 10 places de stationnement supplémentaires représente tout de même 10 % des places présentent actuellement sur la place de la République. Il ajoute que la DDTM, lors de l'instruction du permis de construire, a demandé la création de places de parking.

- Actualisation du Plan de financement de l'opération – **délibération 2017-10-07**

Monsieur le Maire propose l'actualisation du plan de financement prévisionnel au vu de la subvention accordée (DETR 2017) et des demandes de subventions déposées et en cours d'instruction (DTER 2018, DSIL/FSIL 2018, CAE...) :

RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE		DEPENSES	RECETTES	
Coût HT	Taux			
Travaux		1 970 070.00 €		
Phase 1 : Ecole élémentaire : restructuration et extension		1 000 070.00 €		
Phase 2 : Restauration scolaire et salles annexes		970 000.00 €		
Prestations intellectuelles		146 840.00 €		
Maîtrise d'œuvre (MOE) : D. BLAZQUEZ	6.90%	124 200.00 €		
Contrôle Technique (CT) : APAVE		11 900.00 €		
Sécurité et Protection de la Santé (SPS) : ELYFEC		5 740.00 €		
Autres : étude de sol, raccordements aux réseaux....		5 000.00 €		
TOTAL INVESTISSEMENT (HT)		2 116 910.00 €		
ETAT - DETR 2017 - Phase 1 "Ecole élémentaire" (plafond de dépense subventionnable : 800 000 €)	45.00%		360 000.00 €	Acquisée
ETAT - DETR 2018 - Phase 2 - Investissements (7.1) "Bâtiments scolaires publics du 1er degré" Taux 35% (plafond 800 000€)	35.00%		280 000.00 €	Sollicitée
ETAT - FSIL 2018 - Fonds de Soutien à l'Investissement Local (Contrat de ruralité PETR Cœur Entre-Deux-Mers)	35.00%		689 524.50 €	Sollicitée
ETAT - TEPCV/CEE (SIPHEM) : Rénovation énergétique des bâtiments	?		0.00 €	
Conseil Départemental 33 - Villages anciens (façades, menuiseries, toitures...)	?		0.00 €	
Conseil Départemental 33 - Conventio n d'Amenagement Ecole (CAE)	CAE		279 577.00 €	En cours
TOTAL SUBVENTIONS			1 609 101.50 €	
TVA (20% du montant HT)	20.00%	423 382.00 €		
FCTVA (16,404% du montant TTC) (emprunt d'équilibre 2 ans)	16.404%		416 709.50 €	
Commune (autofinancement ou emprunt) et autres subventions			514 481.00 €	
TOTAL de l'opération (TTC)		2 540 292.00 €	2 540 292.00 €	

Le Conseil Municipal, à quatorze voix pour et quatre abstentions (C. BONNEAU, P. SCHNEEBERGER-REIGNIER, C. MIQUEU, F. MARQUILLE-MIRAMBET), adopte le plan de financement actualisé et autorise Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès de nos différents partenaires (Etat : DETR 2018, FSIL 2018, CCE, TEPCV ; CD Gironde ; CR Nouvelle Aquitaine ; ...).

- Mission de maîtrise d'œuvre (MOE) Avenant – **délibération 2017-10-08**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'à l'issue des études (APS, APD), l'enveloppe financière des travaux a été portée à 1 800 000.00 € HT. L'augmentation de l'enveloppe financière des travaux est notamment due à la réalisation de la tranche ferme (TF) et des deux tranches conditionnelles (TC : aménagent du R+1 et du R-1 du bâtiment principal de l'école).

Le taux de de rémunération du maître d'œuvre (D. BLAZQUEZ) reste inchangé à 6.90 % soit un forfait définitif de 124 200.00 € HT pour cette mission de maîtrise d'œuvre.

Après échange de vues, le conseil municipal, à quatorze voix pour et quatre abstentions (C. BONNEAU, P. SCHNEEBERGER-REIGNIER, C. MIQUEU, F. MARQUILLE-MIRAMBET), donne son accord et autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre.

Monsieur Eric SALLABERREMBORDE demande à quelle date les travaux débiteront ?

Monsieur le Maire signale que le permis de construire est en cours d'instruction et que les travaux devraient commencer au 1^{er} trimestre 2018 dès réception des accords des dossiers de demandes d'aides. Ces travaux s'échelonneront sur 2 ans avec plusieurs phases.

5 – QUESTIONS DIVERSES

- Communauté des Communes (CdC) Rurales de l'Entre 2 Mers

➔ Validation des nouveaux statuts – *délibération 2017-10-09*

Monsieur le Maire fait part des nouveaux statuts de la CdC Rurales de l'Entre 2 mers et des divers documents relatifs à la construction collective d'une nouvelle identité sociale du territoire intercommunal.

Vu le projet de statuts de la Communauté des Communes Rurales de l'Entre deux Mers réceptionnés le 29 septembre 2017 ;

Monsieur le Maire, après lecture dudit projet, le soumet aux votes des membres du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, à dix-huit voix pour de ses membres présents ou représentés décide :

- D'adopter les statuts de la Communauté des Communes Rurales de l'Entre deux Mers annexés à la présente délibération.

➔ Parole de territoire/Projet social de territoire

Monsieur le Maire précise que dans le cadre de son Projet Social de Territoire et pour la construction collective d'une nouvelle identité sociale du territoire intercommunal, la CDC Rurales de l'Entre 2 Mers a mis en place un questionnaire destiné aux élus « parole de territoire ». Ce questionnaire servira à recueillir les avis dans un objectif d'optimisation des solutions proposées et des décisions prises et faire ressortir la vision de notre territoire.

Monsieur Christophe MIQUEU convient que ce questionnaire permet de se positionner mais il pense que ce travail aurait dû être fait en amont de la fusion. Comment s'identifier collectivement et définir un intérêt commun quand le territoire CdC est si vaste (52 communes / 17 000 habitants) et qu'il ne correspond pas au bassin de vie des habitants ? Il rappelle qu'il s'est opposé à la fusion précisément car la précédente CdC avait droit à une dérogation et que cette logique de fusion imposée sans projet prédéfini est périlleuse pour nos territoires ruraux car elle risque de n'avoir jamais de limite. Il ajoute enfin que si cette consultation est nécessaire, elle ne suffira sans doute pas, et qu'une implication des habitants dans la construction du nouveau projet sera l'enjeu pour l'avenir.

Monsieur le Maire rappelle l'histoire de la création de la CdC du pays de Sauveterre-de-Guyenne puis de la CdC du Sauveterrois qui était en cohérence avec le bassin de vie du territoire.

Mais au fil des années, la législation a évolué pas forcément dans le bon sens avec notamment le critère de densité dans un département comportant une métropole très peuplée et qui occasionne des CdC de 52 communes.

Le mariage avec la CDC de Targon s'est faite car sinon, la grande CdC de Podensac serait venue aux portes de Sauveterre...

Le territoire de Targon a déjà une autre identité puisqu'il est plus proche de la métropole.

Cette évolution nous fait forcément perdre du dialogue et de l'identité mais ce travail va permettre de créer un nouveau projet sur ce territoire.

- Pays d'arts et d'histoire – Ville Pilote – **délibération 2017-10-10**

Monsieur le Maire rappelle que la ville de La Réole a obtenu le Label « Ville d'Art et d'Histoire » en 2014. Ce Label a vocation à être étendu à un Pays plus large dont le périmètre correspond maintenant à :

- CdC Podensac-Cadillac, CdC du Bazadais, CdC des Communes rurales de l'Entre-deux-mers, CdC du Réolais en Sud Gironde, CDC du Sud Gironde, Commune de Meilhan

Dans ce périmètre, certaines villes ou villages ont un patrimoine particulier à valoriser ou proposent déjà une offre culturelle structurée. Ces communes, si elles le désirent, peuvent s'engager à être « ville pilote ». Elles assurent alors d'une part la gestion d'un lieu de valorisation du patrimoine adapté à son échelle (Centre d'interprétation d'architecture et du patrimoine -CIAP-), d'autre part la proposition d'événementiels autour du patrimoine (bâti, culturel, paysager etc.).

Elles bénéficient à ce titre d'une communication particulière, entrant ainsi dans un réseau constituant le maillage du territoire labellisé.

Elles s'engagent en échange à la mise à disposition d'un lieu accueillant ce CIAP et à en assurer le fonctionnement (permanences notamment) et à proposer des animations autour du Label, en réseau avec le reste du territoire labellisé.

Etant donné le projet culturel, patrimonial et touristique de la commune de Sauveterre de Guyenne, son patrimoine particulier à valoriser (Portes fortifiées, Bastide...).

Monsieur le Maire signale que la cave médiévale, sous le bureau de Poste (24 place de la République), peut déjà tenir le rôle de CIAP.

Monsieur Christophe MIQUEU approuve cette démarche pour l'histoire et la valorisation de la commune de Sauveterre et de l'ensemble des bastides qui sont sur le territoire du futur « Pays d'Art et d'Histoire ».

Après échange de vues, le conseil municipal, à dix-huit voix pour : demande son inscription en tant que « ville-pilote » dans le projet de labellisation « Pays d'Art et d'Histoire ».

- Assainissement – RPQS 2016 – **délibération 2017-10-11**

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation du rapport 2016, le Conseil Municipal, à dix-huit voix pour :

- Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- Décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- Décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- Décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

Madame Patricia SCHNEEBERGER-REIGNIER s'interroge sur l'évolution du nombre d'abonnés raccordés au réseau d'assainissement.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que depuis 2002, 200 maisons ont été créées sur la commune mais que cela n'a pas pour autant fait augmenter la population de la commune. Les habitants se sont déplacés à au sein de la commune notamment en quittant des logements plus ou moins vétustes pour se loger dans les logements neufs.

Dans l'étude réalisée pour la rédaction du PLH (Plan Local de l'Habitat) par le SIPHEM, il ressort que pour 1 nouvelle maison construite sur le territoire, une commune gagne moins de 1 habitant (0.8 habitant supplémentaire/maison construite). Cela est dû au phénomène sociologique de décohabitation.

• Dénominations des lieux publics – **délibération 2017-10-12**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de nommer des espaces publics nouvellement créés sur la commune de Sauveterre-de-Guyenne :

- La nouvelle rue de la Résidence « la Jurade » (résidence de 16 logements construite par Gironde Habitat) la « **Rue des Potiers** » en cohérence avec les vestiges trouvés lors des fouilles archéologiques effectuées en amont de la construction de la résidence sur le site qui ont dévoilé l'existence d'un quartier de potiers/céramistes au Moyen Age sur cette zone. De plus, cette dénomination s'inscrit dans la logique des rues de Sauveterre qui portent des noms de métier : rué de la maréchalerie, rue des jardiniers...
- La place nouvellement créée dans l'ancienne cour intérieure de la maison Brugère la « **Place George Sand** ». Cette place permet de faire une jonction piétonne entre la Rue La Font et la Rue des Jardiniers. Monsieur le Maire rappelle que dans sa vie Georges SAND a défendu les particularités du monde rural contre les logiques urbaines, aussi, elle s'inscrit pleinement dans les enjeux actuels de notre commune. La désignation de cette place permet également de féminiser progressivement les espaces publics municipaux.

Monsieur Christophe MIQUEU se félicite du choix de George Sand pour cette nouvelle place et souligne combien cette grande écrivaine a aussi été en son temps une grande républicaine et s'est engagée pour l'avènement de la République et de ses valeurs en France.

Monsieur Tristan de la RIVIERE et Monsieur Laurent SAUTS regrettent que le nom de la place ne porte pas le nom de quelqu'un attaché au territoire de la commune de Sauveterre-de-Guyenne.

Après échange de vues, le Conseil Municipal donne son accord pour nommer :

- La rue de la résidence « la Jurade » la « **Rue des Potiers** » à dix-huit voix pour
- La place à l'arrière de la maison « Brugère » la « **Place George Sand** » à seize voix pour et deux abstentions (L. SAUTS, T. de la RIVIERE)

- Remerciements

Monsieur le Maire donne lecture des remerciements à la municipalité :

- la ligue contre le cancer pour le soutien de la collectivité lors de la journée du 30 septembre 2017.
- le Club des Aînés de la bastide pour les travaux effectués dans leur local et en extérieur

- Dégrèvement fiscal (gel avril 2017)

Monsieur le Maire précise que les services fiscaux ont informé la commune d'une procédure de dégrèvement des taxes locales suite aux épisodes de la fin du mois d'avril 2017. Le dégrèvement d'office prononcé sur la taxe foncière sur les propriétés non-bâties au profit des viticulteurs ayant des parcelles sur le territoire de Sauveterre a été réalisé sur la base d'un taux de perte de 65 %.

Ce taux est issu des constatations réalisées par la Chambre Départementale d'Agriculture de Gironde et les services de l'Etat. Il correspond au taux médian entre 50 et 80 % arrêté par la Chambre et le seuil minimum de dégrèvement a été fixé à 30 €.

Il s'applique sur l'ensemble du territoire communal pour les parcelles dont la nature de culture déclarée est « Vigne ». Ce dégrèvement est supporté financièrement par l'Etat et n'impactera donc pas les produits fiscaux attendus par la commune au titre de la taxe foncière sur les propriétés non-bâties.

Les contribuables concernés par le dégrèvement ont reçu en septembre 2017 l'avis de dégrèvement par courrier.

Dans le cas où un viticulteur estimerait avoir subi un taux de perte supérieur à 65 %, ou pour des agriculteurs concernés par d'autres natures de culture, la faculté lui est ouverte de déposer une réclamation individuelle au Service des Impôts des Particuliers (SIP) de La Réole.

- Présentation du livre sur sauveterre de Guyenne

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la présentation du livre (2 tomes) sur sauveterre de Guyenne réalisé par l'ASPECTS qui aura lieu le 14 octobre 2017.

AGENDA

Octobre 2017	
17/10	Conseil d'Administration du CCAS (18h30)
17/10	Projet social de territoire (CdC rurales de l'E2M) : salle culturelle
28/10	Théâtre « Du rififi à la morgue » 20h30 salle culturelle Bonard
Novembre 2017	
04/11	Inaugurations (Stades, Médiathèque, maison Brugère...) (10h-13h)
06/11	Assemblée Général « Solidarité canton » (18h30 – Mairie)
11/11	Commémoration de l'armistice du 11/11/1918
11/11	Quine Pétanque – 21h (Salle Simone Veil – Bonard)
13/11	Réunion « Projet social de territoire » - salle S. Veil
17-18/11	Bourse aux vêtements FCPE (salle des fêtes rue St Romain)
19/11	Concert Orchestre de Chambre « Occitania » église Notre Dame Sauveterre
20/11	Conseil Municipal (18h30)
22/11	Collecte de sang EFS de 16h à 19h salle des fêtes (rue St Romain)
26/11	Salon du bien-être (salle des fêtes rue St Romain)
26/11	Repas Atelier créatif avec Michel ETCHEVARRY
30/11	Assises communales : PETR Cœur Entre Deux Mers (salle des fêtes)
Décembre 2017	
02/12	Concert Ecole de Musique

CONSEIL MUNICIPAL de SAUVETERRE-DE-GUYENNE - Séance du 16 octobre 2017

02-03/12	Téléthon 2017
09/12	Théâtre des Salinières « Conseil de famille » - salle Simone Veil
14/12	Réunion « Projet social de territoire » - salle S. Veil
15/12	Goûter spectacle de Noël / école élémentaire - Salle Simone Veil
16/12	Repas-Concert de Noel Ecole de Musique – salle Simone Veil
21/12	Spectacle de Noël Ecole Maternelle – salle Simone Veil
31/12	Nouvel An 2018 de l'AS Sauveterre (Salle Simone Veil)
Janvier 2018	
06/01	Quine Football 21H Salle Simone Veil
13/01	Quine de la Pétanque 21H Salle Simone Veil
20/01	Quine Aînés de la Bastide 21H Salle Simone Veil
24/01	Collecte de sang EFS de 16h à 19h salle des fêtes (rue St Romain)
24/01	Repas des Anciens CCAS – Salle Simone Veil
26/01	Vœux de la municipalité – salle des Fêtes Saint Romain
28/01	Repas de chasse – Salle Simone Veil – 12h

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h45.